

L'importance d'instaurer une politique fiscale face aux risques fiscaux dans les entreprises marocaines

The importance of establishing a tax policy to address tax risks in Moroccan firms

Bouchra ZAHRAOUI

Doctorante en sciences de gestion -FSJES de Tanger-

Laboratoire de recherche : Groupe de recherche en économie, finance & Management de la
performance des organisations territoriales

EL Hassan TAACHA

Enseignant chercheur à -FSJES de Tanger-

Laboratoire de recherche : Groupe de recherche en économie, finance & Management de la
performance des organisations territoriales

Date de soumission : 22/02/2025

Date d'acceptation : 07/04/2025

Pour citer cet article :

ZAHRAOUI B. & TAACHA E. (2025), « L'importance d'instaurer une politique fiscale face aux risques fiscaux dans les entreprises marocaines », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit , « Volume 9 : Numéro 1 », pp : 310-325.

Résumé :

La contrainte fiscale oblige à chaque entreprise le respect de dispositions importantes en nombre et évoluant dans le temps génère un impact direct sur sa gestion puisqu'elle dégage de sérieux risques fiscaux. Afin de piloter la charge fiscale avec une grande efficacité, et sans l'exposer à des risques fiscaux, un ensemble d'actions et de prise de décisions doivent être menées en coordination continue avec les autres fonctions de l'entreprise. Cette action ne peut être menée que dans le cadre de la gestion globale de l'entreprise. Pour cela, les entreprises marocaines ont besoin de procéder à un diagnostic fiscal pointu, autrement dit à un audit fiscal. Cette mission d'audit, qui l'aidera à bien gérer le paramètre fiscal, en mettant l'accent sur les forces et les faiblesses de l'entreprise en matière fiscale et aboutira de ce fait à l'examen du dossier fiscal de l'entreprise, à déceler les risques fiscaux liés aux obligations déclaratives et de les mettre en adéquation avec la législation en vigueur et à quantifier ces risques dans le but de prévenir un éventuel contrôle fiscal d'où l'importance d'instaurer une stratégie d'audit fiscal.

Mots clés : risque fiscal ; audit fiscal ; entreprises marocaines ; stratégie fiscale ; gestion de risque fiscal

Abstract

The tax constraint, which requires each company to comply with numerous provisions that evolve over time, directly impacts its management by creating serious tax risks. In order to manage the tax burden most effectively and without exposing the company to tax risks, a set of actions and decisions must be made in continuous coordination with the other functions of the company. This can only be done within the framework of the company's overall management. Therefore, Moroccan companies need to conduct a thorough tax diagnosis, in other words, a tax audit. This audit, which will help the company manage the tax parameter effectively, will focus on the strengths and weaknesses of the company in terms of taxation and will result in an examination of the company's tax file, identifying the tax risks related to reporting obligations, aligning them with current legislation, and quantifying these risks to prevent a potential tax audit, thus highlighting the importance of establishing a tax audit strategy.

Keywords: tax risk; tax audit; Moroccan companies; tax strategy; tax risk management

Introduction

La fiscalité définie comme étant des prélèvements obligatoires supportés par l'entreprise et l'une des composantes essentielles de son environnement qui est présente actuellement une variable cruciale à prendre en considération dans toutes les décisions de l'entreprise car il est lié à la vie de l'entreprise depuis sa création jusqu'à sa disparition et affecte toutes les opérations effectuées ainsi que toutes les décisions prises par l'entreprise.

Traditionnellement la multiplicité la complexité et l'instabilité de ces textes ce qui rend la fiscalité comme une contrainte et ponctionne lourde pour les entreprises qu'ils devaient subir, Selon (Chadefaux et al.1987) « la fiscalité apparaît comme une contrainte financière et risquée pour l'entreprise ». La fiscalité génère de plus en plus 2 risques fiscaux pour l'entreprise qui peuvent entraîner des surprises, Bien souvent désagréable : Charges fiscales supplémentaires, Intérêts de retard, finalité fiscale ou même retraitement des comptes annuels, auxquelles s'ajoutent généralement une dégradation de sa réputation. Cela dit, avec le temps, la fiscalité est « devenue un paramètre à gérer dans toutes les organisations » (Rossignol et al. 2010)

C'est dans ce sens que les entreprises marocaines ont cherché sans relâche, à lui faire face en recourant parfois à des pratiques déloyales.

Au Maroc une attention particulière au risque fiscal commence à se développer chez les entreprises les dirigeants commencent à prendre conscience à l'importance de ce risque dans la gestion organisationnelle de leur entreprise et sa continuité d'exploitation.

Naturellement l'identification du risque fiscal devrait commander aux entreprises marocaines de chercher à localiser les moyens nécessaires à prévenir ou de guérir ces risques la réponse à cet objectif exige la mise en place de procédures permettant d'assurer la conformité aux lois et réglementation fiscale en vigueur est de produire une information fiscale de qualité vis-à-vis à l'administration fiscale et surtout une évolution globale de process à travers une mission d'audit fiscal. L'audit fiscal est un outil de détection de risques fiscaux et d'amélioration de la gestion des risques par les mesures correctrices qu'il peut suggérer.

À ce niveau notre contribution au rapport finalité de répondre à la question suivante

Est-ce qu'on peut parler d'une politique de gestion de risque fiscal au sein des entreprises marocaines, et quelles sont les procédures primordiales à mettre en place pour mesurer, évaluer et maîtriser le risque fiscal ?

Notre travail, outre l'introduction et la conclusion est répartie deux points essentiels, tout d'abord mettre l'accent sur les concepts clés découlant de la problématique de gestion du risque fiscal à savoir la définition et l'exposition des différents types des risques fiscaux qui peuvent entamer les entreprises ensuite il s'agira d'identifier les principaux mécanismes de gestion de risques fiscal ainsi les dispositions mises en place pour optimiser et évaluer ce risque.

1. Une revue de la littérature

Les entreprises doivent être conscientes de la situation dans son ensemble, la fiscalité impose à l'entreprise des contraintes nombreuses et complexes, qui nécessite un haut degré d'expertise dans ce domaine. en outre, le législateur a établi la capacité de contrôler l'exécution de ces normes et de sanctionner les fautes découvertes afin de protéger l'intérêt de l'état en tant que créancier fiscal. de même, les changements significatifs dans le langage de la législation contrôlant les différents impôts et responsabilités nécessite un examen attentif de la part de toutes les entreprises afin d'éviter les pénalités plus hivernales et plus Coûteuses. Il en résultat que les entreprises vivent en situation de risque fiscal, risque qui pèse en permanence sur leur situation et qui pourrait menacer leur pérennité, voir même leur survie. Nous examinerons d'abord les différentes sources et types de risques fiscaux auxquels sont exposés les entreprises en général.

1.1. L'évolution de notions vers l'audit fiscal

L'extension de l'audit au-delà de l'information comptable et financière devrait nécessairement déboucher créer sur la fiscalité en raison de l'intensité des liens que la fiscalité entretienne avec la comptabilité.

En plus la fiscalité paraît en outre présenter quelques prédispositions pour l'audit, du fait notamment de son influence quasi-permanente sur la vie de l'entreprise, de la complicité de la matière et du risque financier attaché au non-respect des règles fiscales, qui confirme que la fiscalité est aujourd'hui une des préoccupations majeures des entreprises.

Autrement dit, le droit fiscal est une contrainte pour l'entreprise « chaque opération de la vie des affaires croise l'impôt » Qui impose à celle-ci le respect des dispositions complexes en évolution rapidement dans le temps, en outre le législateur s'est ménagé la possibilité de contrôler et de sanctionner les errements constatés afin de préserver l'intérêt de l'état.

Toutefois, l'entreprise dans la mesure où la satisfaction des obligations fiscales mobilise du personnel interne et externe à l'entreprise, aidez moyens qui vont des locaux à la documentation, le coût est également financier puisque l'entreprise et chargé d'opérations d'assiette, de déclaration, de perceptions et de reversement de l'impôt elle suppose un cours qui transféré par l'administration fiscale.

Donc elle a tout intérêt à aménager au mieux la gestion c'est-à-dire les moyens qu'il met en œuvre pour réaliser cette « fonction fiscale» qui lui est évoluée en raison de la législation.

Mais, l'entreprise reste en effet maîtresse de la plupart des décisions qui influencent directement sa propre situation fiscale, donc il y a place pour une perception dynamique de la fiscalité, pour une démarche active vis-à-vis de la contrainte fiscale ce que l'on dénomme gestion fiscale.

Par ailleurs, contrainte financière, risque, gestion fiscale sont des éléments suffisamment importants pour justifier un contrôle approfondi, spécialisé, qui puisse apporter des éléments d'information, notamment aux dirigeants de l'entreprise.

Le plus souvent l'intérêt d'un audit fiscal c'est de recueillir des informations sur la nature et l'étendue du risque fiscal encouru par l'entreprise, mais aussi l'aptitude de celle-ci à utiliser la fiscalité au mieux de ses intérêts.

Enfin la formule de l'audit fiscal est généralement perçue comme l'aspect fiscal de la mission d'audit comptable et parfois l'audit fiscal et assimilé à une mission à caractère contractuel dont l'objectif serait une vérification fiscale simulée, donc on peut dire que l'audit fiscal est souvent présenté comme un possible développement de l'audit.

1.2. La définition de l'audit fiscal

L'audit fiscal est un outil pour se prononcer sur l'ensemble des structures fiscales de l'entreprise et son fonctionnement cette un examen critique de la situation et la conjoncture fiscale de la société afin de formuler une appréciation. C'est un mécanisme de vérification et d'analyse vise à assurer la conformité aux réglementations fiscales en vigueur, également c'est un outil pour détecter les éventuelles opportunités d'optimisation fiscale.

L'audit fiscal permet d'établir un diagnostic des obligations fiscales de l'entreprise et de proposer des solutions propres à diminuer des charges fiscales

1.3. Les objectifs de l'audit fiscal

La mission d'audit fiscale se justifie à travers les pensées suivantes :

✓ L'audit fiscal étudie et analyse les dispositions desquelles résultent des obligations légales auxquelles l'entreprise doit s'y conformer sous peine de sanctions.

✓ Et l'oriente les décisions prises par l'entreprise vers des choix rationnels et cohérents fondés sur des avantages et des options fiscales qui sont de nature à lui procurer un gain en termes d'impôt.

En effet, l'audit fiscal assure double objectif : un objectif de régularité (contrôle de la régularité fiscale) et un objectif stratégique (contrôle d'efficacité fiscale)

En matière de régularité fiscale, l'audit fiscal consiste à s'assurer de la fiabilité des supports d'information. Il apporte des éléments de réponse sur l'aptitude de l'entreprise à respecter ou non la législation fiscale auquel elle est soumise, sur la nature, l'étendue et l'impact du risque fiscal encouru par l'entreprise sur le niveau d'insécurité fiscale attendus et sur les éventuelles défaillances dans l'organisation de l'entreprise.

De même l'utilité des conclusions formulées à l'issu d'un audit de la régularité fiscale dépasse largement le cadre strictement fiscal. La connexité des liens entre fiscalité et finance a permis aux dirigeants d'entreprises d'évaluer les retombées au plan de la gestion financière des risques mis en évidence par les auditeurs. Les responsables financiers peuvent être amenés, en fonction de l'importance des conséquences financières des risques, à prendre des dispositions destinées à faire face, le cas échéant, à la réalisation du risque fiscal et faire de sorte à ce que les irrégularités, génératrices de ce risque, ne se reproduisent plus dans l'avenir.

En matière d'efficacité fiscale, l'audit fiscal peut aviser l'entreprise sur les erreurs qu'elle risque de commettre en matière d'identification des choix fiscaux. Il mesure l'aptitude de l'entreprise à mobiliser les ressources du droit fiscal dans le cadre de sa gestion, afin de concourir à la réalisation des objectifs de politique générale qu'elle s'est assignée. Le recours à une mission d'audit de l'efficacité fiscale permet également de mettre en évidence les carences qui résultent d'un comportement passif de l'entreprise ou encore de lui signaler les inconvénients des choix a priori exercés en connaissance de cause et ceux déjà en cours, et recommander, le cas échéant les actions visant à rectifier ces choix et qui peuvent donc concourir à l'amélioration de la gestion fiscale de l'entreprise

2. Les différents risques fiscaux

2.1.1. Définition du risque fiscal

Selon OCDE Le risque fiscal peut être défini comme « le risque lié au non-respect par le contribuable les obligations suivantes : l'enregistrement dans le système, la production en temps utile de déclarations et de renseignements, l'établissement d'informations complètes et exactes et le paiement ponctuel de l'impôt dû.

Une autre définition avancée par le cabinet Ernst & Yong (2024) examine les différentes conséquences de l'existence d'un risque fiscal pour l'entreprise. Ce dernier se définit comme suit « n'importe quel événement, action ou inaction dans la stratégie fiscale,

les opérations, le rapport financier et la conformité qui affectent défavorablement la position fiscale ou d'affaire de l'entreprise oui qui entraînent un niveau imprévu de pénalités, de redressements, d'impôts supplémentaires, une atteinte à la réputation des pertes des opportunités cités ou une exposition des états financiers »

D'autres considèrent que ce risque fiscal peut se manifester sous forme d'une charge fiscale supplémentaire à celle que le contribuable devrait normalement payer pour une raison ou une autre, comme il peut se manifester sous forme de perte de gains (Earle, B, 2008).

Ainsi c'est un risque permanent et non seulement ponctuel, c'est-à-dire, qu'il n'est pas nécessairement lié à l'année courante mais peut impacter les années postérieures (Rossignol, J.L. 2002).

2.1.2. Les types de risque fiscal

Selon une approche inspirée des travaux de Price Waterhouse Coopers en 2024, les risques fiscaux peuvent être analysés et regroupés en 7 domaines, dans l'ensemble combiné constitue le portefeuille de risques fiscal de l'entreprise (Raouf. Yaich)

❖ Les risques de transactions

Chaque transaction rencontre l'impôt plus la transaction est complexe, non courante ou non Routinière, plus elle peut générer des incertitudes fiscales et par conséquent des risques fiscaux.

C'est le risque associé à la mise en œuvre de transactions spécifiques et inhabituelles par l'entreprise telle que les acquisitions, les fusions, les projets de restructurations tandis que d'autres encore éveillent la suspicion où l'hostilité des autorités fiscales (compte courant

d'actionnaires, bonus dans les transactions avec les associés, remboursement de frais professionnels abandon de créances, etc.) (R.Yaich)

❖ Les risques de situation

Le risque fiscal dépend de son impact et de sa probabilité de survenance. La probabilité de survenance dépend de l'action ou la réaction de l'administration fiscale face à une situation. Ainsi cette probabilité est plus élevée lorsque l'entreprise se trouve dans certaines situations génératrices en elle-même d'un fort attrait du contrôle fiscal telles que, (K.Ayadi Loukil,2008).

Une entreprise qui opère dans un secteur louche ou qui a une mauvaise réputation. Une entreprise qui génère un crédit récurrent de TVA ou d'IS, Note notamment lorsqu'elle obtient un remboursement pour la première fois. Une société qui socialement agitée. Un désaccord sérieux entre les associés a entraîné une série de litige. Lors des contrôles sommaires, la société dépose des déclarations qui révèlent des irrégularités. Des augmentations du patrimoine des associés et/ ou des administrateur qui ne correspondent pas aux revenus déclarés.

❖ Les risques opérationnels

C'est le risque lié à l'application des règles fiscales ou aux opérations routinières de l'entreprise. Ce risque augmente avec l'internationalisation des entreprises.

Ces opérations auront différents niveaux 2 risques fiscal, dans la gravité varie selon que la fonction fiscale est proche ou non de déroulement de ces opérations.

❖ Les risques de compliance (risque de non-conformité à la loi fiscale)

C'est le risque associé à la conformité des obligations fiscales de l'entreprise. C'est aussi le risque lié à la préparation des déclarations fiscales toute violation de la législation fiscale et en réalité, une source de risque fiscal. Ce risque est avant tout lié à la politique générale de l'entreprise ainsi qu'à l'intégralité de ses dirigeants, cadres et employés. La qualité des procédures de conservation et de synthèse des données comptables et fiscales, ainsi que leur évaluation (audit interne externe), la fiabilité du système d'information, la compétence fiscale des personnes impliquées et les procédures de suivi fiscal déterminent ce risque (suivi des nouvelles législations, réglementations, doctrine et pratique de l'administration fiscale). (K.Ayadi Loukil).

❖ Les risques comptables

La comptabilité est un instrument de synthèse et de calcul de l'assiette fiscale, il constitue la principale base de contrôle fiscal, et par conséquent, le découvreur de défaillances fiscales.

La comptabilité incarne aussi les options de la direction qui ont une conséquence fiscale (théorie de l'affectation, dégrèvements physiques, choix des méthodes comptables, etc.).

La Comptabilité apparaît à la fois comme étant la première source de menace fiscale mais aussi l'outil de formalisation des options jugées offrir une opportunité de l'entreprise.

❖ Les risques de gestion

Peu d'entreprises documentent et formalisent l'heure gestion du risque fiscal. Dans ce sens, le principal risque réside dans le fait que la gestion du risque fiscal se trouve dans les têtes des personnes qui en sont chargées. L'absence de formalisation et de communication de la politique de gestion du risque fiscal peut exposer l'entreprise à des difficultés, si les personnes qui l'appliquaient quittent l'entité sont préparées le relève (K.Ayadi Loukil).

❖ Les risques de réputation

Dans le domaine fiscal, une réputation est irréprochable il est le fruit du respect par l'entreprise des réglementations fiscales applicables, elle constitue pour l'entreprise un signe sécurisant garantissant des préjugés favorables de la part de l'administration fiscale (H. Schaud, 2004).

Nos attitudes sont toujours déterminées par la réputation de la personne ou de l'entreprise ou de l'organisation avec laquelle nous traitons, il en est de même de l'administration fiscale, des fournisseurs, des clients et de toutes les parties qui traitent avec l'entreprise. Une défaillance fiscale grave peut porter et une atteinte à la réputation d'une entreprise, de ses dirigeants, de son personnel et de ses auditeurs.

❖ Le portefeuille de risque fiscal de l'entreprise

Chaque domaine de risque fiscal doit être Continuellement présent à l'esprit et pris en compte de façon isolée et agrégée avec les autres domaines de risque dans l'évaluation du profil de risque fiscal de l'entreprise. Le portefeuille de risques fiscaux est constitué par l'agrégation de l'ensemble des risques fiscaux. Après les traitements appropriés des risques, le risque résiduel résultant du portefeuille des risques fiscaux de l'entreprise est acceptable s'il se situe, au pire des cas en dessous du seuil de tolérance globale du risque sachant qu'un risque peut être toléré

s'il n'est pas de nature à mettre en péril les performances d'une entreprise, et lorsque le coût pour le traité dépasse les bénéfices que l'on peut tirer de sa gestion ou de son traitement est trop complexe et non aisé ou inopportun.

3. Les pratiques de gestion de risque fiscal

Les entreprises marocaines cherchent à réaliser un maximum de bénéfices à travers notamment une réduction des coûts d'exploitation en général les coûts fiscaux d'une manière à particulière.

Pour ce faire, un système de gestion efficace suppose une bonne planification en amont, une maîtrise des coûts et un bon traitement, également un pilotage performant des différents risques, une gestion fiscale efficace Miss vite des procédures particulières au sein de chaque entité.

3.1. Notion de gestion du risque fiscal

La majorité des entreprises marocaines néglige l'importance de mettre en place un système intégré de gestion de risque fiscal, chose qui engendrer un contrôle par l'administration fiscale avec des couts de redressement importants.

3.1.1. Définition de la gestion de risque fiscal

Beaucoup de chercheurs en tentez de développer la notion de gestion de risque fiscal

Selon (Elgood, 2004), la gestion de risque fiscal consiste à « comprendre l'origine du risque et à faire des jugements sur la manière de les traiter mais ne vise pas nécessairement la minimisation des risques de l'entreprise », autrement dit, cette gestion repose en sur l'identification des risques et leurs effets négatif ou positif sur l'entreprise et sur le choix de solutions optimales pour leur traitement.

Plus précisément, l'entreprise doit déterminer la valeur qui peut être réalisée en prenant le risque, les couts qui peuvent être économisés en réduisant le risques et les ressources nécessaires pour gérer aussi bien le risque que les opportunités qui peuvent en découler.

Le risque fiscal impacte également la performance et la réputation des entreprises. Par conséquent, il doit être détecté, évaluer et gérer par l'entreprise dans le cadre de sa stratégie globale de gestion de tous ses risques. Une bonne gestion de risque fiscal permettra la réduction des risques ayant des effets négatifs sur l'entreprise et de détecter les risques d'opportunités en vue de les créer.

Pour atteindre ces objectifs, certains chercheurs proposent une approche proactive de gestion de risques fiscal. C'est le cas notamment d'(Erasmus,2009). Qui considère que « Pour assurer une mise en œuvre proactive du processus de gestion du risque fiscal, l'entreprise doit réaliser les tâches suivantes :

- S'assurer d'aller au-delà de la conformité fiscale de base
- Obtenir l'approbation de président-directeur général, du directeur financier, de conseil d'administration et du comité d'audit.
- Recrutez une équipe fiscale l'équipe fiscale doit être composée de directeur financier, « tax manager », d'un représentant de chaque division opérationnelle de l'entreprise, d'un conseiller indépendant des comptables et d'une équipe juridique compétente fournissant la protection juridique nécessaire.
- Constituer une structure de reporting au comité d'audit
- Communiquer avec un représentant de l'administration fiscale
- Obtenir des conseils techniques auprès d'un spécialiste
- Déterminer des questions fiscales non connues par l'administration fiscale
- Déterminer le meilleur chemin pour résoudre le problème y compris une résolution logique des problèmes à travers une décision prise par le représentant de l'administration fiscale
- Analyser tous les faits
- Collecter tous les faits pertinents »

Ainsi, l'impôt ne doit pas être perçu comme un événement qui nécessite un processus réactif celui-ci doit être pris en compte lors du commencement des transactions et opérations induisant le calcul d'un impôt.

3.1.2. Les actions de la stratégie de gestion de risque fiscal

Généralement une bonne stratégie de gestion de risques fiscal est basé sur deux actions importantes : Celle de la détection des risques fiscaux potentiels et celle de traitement et contrôle de ces risques

➤ La détection des risques fiscaux

Surcette phase l'entreprise détermine les domaines d'activité et les opérations qui peuvent déclencher un risque fiscal, cette action donne par la suite la possibilité de documenter les

risques et déterminer ceux qui doivent être éradiqués ou maîtrisés. Pour bien mener cette étape plusieurs approches peuvent être utilisées pour identifier les risques :

- **Conception et communications d'une politique de gestion de risque fiscal**

Comme toute gestion proactive, c'est important de se baser sur une documentation claire des actions à entreprendre pour atteindre un objectif défini, en effet, il s'agit d'anticiper toutes les orientations de l'entreprise et les traduire en actions à mener pour atteindre des finalités bien précises.

En matière de gestion de risques fiscaux il s'agira de fixer les objectifs stratégiques et opérationnels du risque fiscal et d'évaluer ses impacts sur l'activité de l'entreprise.

Ensuite, une communication de cette politique doit s'opérer auprès des responsables et partenaires concernés, il doit faire l'objet d'une approbation commune des différents intervenants concernés afin de s'assurer de cette dernière colle idéalement avec toutes les orientations stratégiques de l'entreprise

- **Recours à un conseil externe en matière de fiscalité**

Le recours à un cabinet de conseil ou d'audit fiscal externe permet d'aider les entités à identifier les risques fiscaux, l'équipe de conseil ou d'audit et constituer des experts de domaines qui permettent d'identifier rapidement les risques et d'aider l'entreprise à faire les bons choix optimaux pour une bonne politique fiscale.

Sans oublier que le recours à une mission de conseil fiscal permettra à l'entreprise de dresser une cartographie claire de ses risques ayant une origine des opérations récurrentes ou non récurrentes conduites par l'entreprise. Elle pourra également définir une stratégie pertinente par rapport à ses orientations fiscales et identifier les points de contrôle à mettre en place dans ces procédés afin d'atteindre les objectifs tracés-

- **L'investissement dans une formation d'équipe fiscale**

Afin de mener une gestion proactive et préventive de risque fiscal chaque entreprise doit investir dans les ressources humaines nécessaires dans l'objectif de construire une équipe compétente solide capable à identifier les risques d'une manière plus efficace et plus rapide et d'évaluer les conséquences fiscales des opérations courantes de l'entreprise en temps réel.

En effet. Chaque entreprise doit s'assurer qu'il a le capital humain chargé de voler fiscal avec une formation qualifiée pour exécuter cette mission, Il doit s'assurer que cette équipe fiscale dispose les connaissances nécessaires pour suivre une régularité et une conformité fiscale. Pour atteindre cet objectif une mise à jour continue de procédés et de matières de faire en adéquation avec les nouveautés réglementaires et les orientations de l'entreprise.

Cette mise à jour permanente permettra à l'entreprise d'éviter les manques à gagner en matière d'impôts à payer et maximiser son optimisation fiscale.

➤ **Le traitement et le contrôle des risques fiscaux**

Une fois l'entreprise arrive à identifier et va saluer et hiérarchiser ses risques fiscaux, elle doit mettre en place les moyens adéquats pour les traiter.

Selon (Elgood,2024), ce traitement des risques peut prendre plusieurs formes :

- **Évitement de risque :**

Il consiste à éviter ou abandonner Toute opération qui peut générer un risque fiscal et de la remplacer par une action alternative qui supprime carrément le risque.

- **Partage du risque:**

Ce principe consiste à réduire l'impact du risque, c'est un traitement qui se fait à travers l'intervention d'acteurs externes parlons essentiellement des experts en fiscalité ayant une idée sur les différents méthodes et moyens d'assouplissement du risque.

- **Réduction du risque :**

La réduction de risque se base sur une bonne planification fiscale adéquate Avec un traitement plus favorable des opérations qui peut générer des risques, cette opération permet de réduire l'impact direct de risque et de détecter efficacement le manque à gagner en matière d'imposition fiscale.

- **Acceptation du risque :**

L'acceptation de risques se traduit par une étude basée sur le rapport cout / bénéfice découlerons du risque. L'idée est de définir le niveau d'acceptation du risque à travers les bénéfices qui peuvent en découler. Généralement on peut dire qu'une entreprise accepte son risque fiscal lorsque les bénéfices y afférents dépassent les coûts supportés.

Un bon traitement des risques suppose le choix raisonnable d'une méthode adéquate à chaque appréciation de risque. Il s'agit plus précisément d'étudier les options disponibles pour la gestion de risques afin de sélectionner celle qui permettra à l'entreprise de minimiser le risque.

Une fois les moyens de traitement des risques fiscaux ont été mis en place, l'entreprise doit obligatoirement s'assurer de leur bonne application, il s'agit de l'étape de contrôle.

Par conséquent, les moyens optés pour traitement de risque fiscal doivent être contrôlés et surveillés d'une manière permanente pour s'assurer de leur efficacité et leur rendement dans le bon sens conformément aux objectifs prédéfinis.

Le fait de mettre en place des procédures de traitement de risques fiscaux ne suffit pas, le suivi est obligatoire pour s'assurer de la régularité et la conformité de ces dernières. Les personnes qui sont responsables de ce contrôle sont généralement des responsables qui ne sont pas les mêmes que les responsables de conception et de documentation de la stratégie fiscale. Ce genre de travail est généralement effectué par les auditeurs internes et externes de l'entreprise.

Conclusion :

Pour conclure, l'objectif principal de cet article est de mettre l'accent sur les différents thèmes liés à la gestion des risques fiscaux dans une entreprise.

Une bonne stratégie fiscale contribue à une optimisation fiscale efficace qui permet à l'entreprise de supporter la moindre charge fiscale et minimiser le coût et le poids de l'impôt, c'est une solution également pour être compétitive dans un environnement marqué par une concurrence intensive.

Les entreprises marocaines ne font pas l'exception, la quasi-totalité de ces entités souffre de non-intégration d'un système de gestion des risques fiscaux internes, et le nombre de redressements réalisés par la direction générale des impôts confirme cette situation chaque année.

L'optimisation fiscale par la mise en place d'une bonne politique de gestion des risques fiscaux internes est un art qui donne efficacement ses fruits à court terme et à long terme pour chaque entité.

Les entreprises marocaines doivent comprendre que l'investissement pour mettre en place d'un système intégré de gestion des risques fiscaux, malgré son coût, reste primordial pour assurer la santé fiscale idéale de l'entreprise et éviter un éventuel redressement fiscal.

En résumé cette réflexion sur la problématique de la gestion de risque fiscal dans les entreprises marocaines nous a permis de cerner le thème du risque fiscal et sa gestion dans le contexte marocain. Nous espérons développer dans les prochains articles d'autres problématiques relatives à la mise en place d'une politique d'audit fiscal dans les entreprises marocaines.

BIBLIOGRAPHIE

- Ayadi Loukil, K. « La gestion du risque fiscal dans les PME: Elaboration d'un manuel de BILOA. G.R. & ASIM. O. J. (2025) « Economie informelle et déforestation dans les pays en développement : quel rôle joue la politique fiscale ? », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 3 » pp : 425- 447.
- Earle,B. (2008): «Tax risk management and board responsibility». In Tax and corporate governance (Eds, Drexl,J , Hiltry,R., Schon,W, Straus,J), Springer
- EGRET, M. (1979) : « Etude sur l'amélioration des rapports entre l'administration et les Elgood, T; . Paroissein, I., Quimby, L. (2004). Tax risk Management. Pricewaterhouse-cooper Ernst & Young. (2004). Tax Risk Management: The evolving role of tax directors, 21 351 pages. Gestion du risque fiscal » Mémoire pour l'obtention du diplôme d'expert-comptable.
- HILMI, Y., & FATINE, F. E. (2022). The Contribution of internal audit to the corporate performance: a proposal of measurement indicators. International Journal of Performance and Organizations, 1(1), 45-50.
- Hilmi, Y., & Fatine, F. E. (2022). Transformation digitale des cabinets d'audit par les réseaux sociaux: Cas de KPMG. International Journal of Economics and Management Sciences, 1(1).
- HILMI, Y. L'ÉTHIQUE DE L'ENTREPRISE: UN BON MOYEN DE PROTECTION CONTRE LA FRAUDE THE ETHICS OF BUSINESS: A GOOD WAY TO PROTECT AGAINST FRAUD.
- HILMI, Y. (2013). L'audit interne au Maroc: Degré d'intégration et spécificités de l'entreprise. Revue marocaine de recherche en management et marketing, (8).
- HILMI, Y. (2013). L'audit interne au Maroc: Degré d'intégration et spécificités de l'entreprise. Revue marocaine de recherche en management et marketing, (8).
- HILMI, Y., & Zakaria, E. Z. (2020). Contrôle interne de l'information financière et exigences de la loi Sarbanes-Oxley: Évaluation et proposition d'une démarche d'implémentation pour les entreprises marocaines. Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit, 4(2).
- Rossignol, J.L (2002), « Risque et fiscalité de l'entreprise » Droit et Patrimoine, 109
- Rossignol,J.L. (2010). Fiscalité et responsabilité globale de l'entreprise. Revue Management & Avenir. 33: pp.156 – 167.
- Yaich, A. (2007), « L'impôt sur les sociétés 2007 : maîtrise des risques fiscaux » les éditions Raouf Yich.